



## Conseil économique et social

Distr. générale  
5 avril 2000  
Français  
Original: anglais

Réunion spéciale de haut niveau entre le Conseil économique  
et social et les institutions de Bretton Woods  
18 avril 2000

### Renforcement des arrangements financiers internationaux et mesures visant à lutter contre la pauvreté

#### Note du Secrétaire général

#### I. Introduction

1. Dans sa résolution 54/197, l'Assemblée générale a recommandé que les participants à la réunion examinent en priorité les modalités devant déboucher sur un système financier international renforcé et plus stable, capable de relever les défis du développement, en particulier dans les pays en développement, et de promouvoir l'équité économique et sociale dans l'économie mondiale. Cette recommandation a été faite dans un contexte de développement plus large dont le principal objectif – mis en relief par les grandes conférences des Nations Unies et les réunions connexes tenues dans les années 90 et partagé par les institutions de Bretton Woods – est l'élimination de la pauvreté. La présente note, établie par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, dégage certains problèmes qui se posent dans le contexte de ces deux grands domaines d'action et, qui pourraient faire l'objet des débats de la réunion spéciale de haut niveau.

#### II. Réforme du système financier mondial

2. La capacité de l'actuel système économique et financier international de répondre aux besoins de développement et de promouvoir l'équité économique et

sociale est remise en question. La libéralisation économique et financière et le processus de mondialisation observés dans les années 90 ont été tellement rapides que les structures institutionnelles nationales et internationales ont eu du mal à gérer ces phénomènes. Les crises financières de 1997-1999 en particulier ont mis en évidence la nécessité d'une administration plus efficace des finances internationales au niveau mondial et d'une gestion financière plus rationnelle à l'échelon national. Toutefois, comme il n'existe pas d'institution unique chargée de cette tâche, on a cherché à renforcer la coopération internationale grâce à la mise en place d'arrangements institutionnels novateurs, à l'amélioration des mécanismes de surveillance, à l'adoption de normes et codes convenus à l'échelon international et à la prise d'engagements plus fermes en faveur du multilatéralisme. Certains problèmes sont abordés au niveau mondial, d'autres aux échelons régional ou sous-régional et d'autres encore au plan national.

3. La réforme de l'« architecture » financière internationale a consisté à mettre au point une série d'interventions financières qui iraient dans le sens des forces du marché, qui encourageraient la concurrence dans des conditions d'égalité, qui se prêteraient à une harmonisation entre les pays, qui pourraient être appliquées avec souplesse, qui favoriseraient la consolidation du secteur financier et qui offriraient à un plus

grand nombre de pays et utilisateurs de fonds potentiels un accès plus large aux ressources financières. Dans ce contexte général, on s'est peu à peu rendu compte que les pays avaient atteint différents stades de développement économique et financier, que les politiques devaient être adaptées à la situation de chaque pays et que le secteur financier présentait des caractéristiques intrinsèques qui appelaient un contrôle et une intervention officiels.

4. Les réformes s'inscrivant dans le cadre de cette démarche ont été convenues ou leur examen est bien avancé, notamment au sein des institutions de Bretton Woods (par exemple, les codes concernant la transparence lors de la prise des décisions macroéconomiques et les normes de publication des données économiques et financières), du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (notamment, la réforme des normes de réglementation prudentielle des banques), et d'autres instances officielles comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (par exemple, la convention sur la lutte contre la corruption et les efforts visant à combattre le blanchiment de l'argent).

5. Par ailleurs, il a été créé de nouveaux mécanismes permettant de tenir un débat et de réaliser un consensus à l'échelon international sur la réforme financière internationale. En particulier, les gouvernements et les banques centrales de certains pays ont constitué plusieurs comités et groupes de travail, comme le Groupe des 20 et le Forum sur la stabilité financière. Le mandat et les membres de ces organes émanent d'un groupe plus large mais néanmoins restreint de pays développés et de nouveaux pays à économie de marché. Ces organes représentent un effort concret visant à créer un consensus international sur les réformes dans les principaux domaines financiers et à élargir ce consensus, mais ils ne font pas partie des arrangements multilatéraux existants et il reste à savoir dans quelle mesure ils permettront de combler les lacunes observées et de relever les défis consistant à assurer la stabilité et à mettre en oeuvre les réformes.

6. En septembre 1999, le Fonds intérimaire du Fonds monétaire international (FMI) est devenu le Comité monétaire et financier international. La réforme du FMI, son rôle de surveillance, l'orientation et la rationalisation des mécanismes du Fonds ainsi que la participation du secteur privé sont autant de questions qui auront été examinées lors de la première réunion du Comité monétaire et financier international.

7. À la session qu'il tiendra à Washington au printemps 2000, le Comité du développement aura passé en revue, outre les questions relatives au virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) et au commerce et au développement, les progrès réalisés dans l'établissement des documents stratégiques de lutte contre la pauvreté et l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

### Questions

8. Les participants à la réunion souhaiteront peut-être examiner les questions ci-après :

a) Quels ont été les progrès accomplis lors de la première réunion du nouveau Comité monétaire et financier international en ce qui concerne la réforme et l'administration du système monétaire et financier international? En particulier, quelles sont les mesures prévues pour la réforme du FMI et le renforcement de ses activités de surveillance dans le secteur financier?

b) Lors du débat en cours sur la réforme du FMI, il a été proposé de réorienter les activités du fonds vers les prêts à court terme et les mesures à prendre pour faire face aux situations de crise. Quelles sont les incidences d'une telle approche sur la stabilité du système financier et sur la capacité du Fonds de prévenir les crises? Dans quelle mesure cette approche influencerait-elle sur les possibilités qu'ont les pays en développement pauvres d'avoir accès aux marchés financiers?

c) La participation aux nouvelles instances internationales a été limitée aux gouvernements qui jouent à l'heure actuelle un rôle important dans le système en raison de leurs économies et de la place qu'ils occupent sur les marchés financiers internationaux. Toutefois, les pays plus petits et plus pauvres sont également concernés par ces débats dont les résultats ont sur eux des répercussions considérables par rapport à leur taille, même s'ils n'exercent guère d'influence sur le système. En outre, l'importance des pays dans le système évolue dans le temps. Comment les instances internationales s'occupant des questions financières peuvent-elles tenir compte plus efficacement non seulement des intérêts des petits pays, mais aussi de l'évolution de l'importance relative des pays?

d) L'une des difficultés créée par les crises financières récentes consistait à assurer une répartition équitable des coûts financiers entre les secteurs public

et privé. Quels ont été les progrès accomplis dans ce domaine, en particulier dans l'action visant à faire participer le secteur privé non seulement à la solution des situations de crise mais aussi à l'amener à collaborer avec le secteur public en vue de promouvoir la stabilité et de prévenir les crises?

e) Les organismes de réglementation financière connaissent généralement bien les préoccupations des secteurs concernés mais les échanges entre les instances officielles et la société civile ont généralement été moins étroits dans le domaine de la politique financière internationale. Une plus grande transparence et de meilleures relations sont donc considérées essentielles pour renforcer le dialogue avec la société civile. Quelles sont les mesures prises à cet égard et ces mesures peuvent-elles être jugées suffisantes pour assurer une participation véritable de la société civile?

### III. Lutte contre la pauvreté dans les pays en développement

9. De tout temps, l'élimination de la pauvreté a été le principal objectif déclaré de la coopération internationale aux fins du développement. Pourtant, il reste que la pauvreté n'est pas un recul dans la plupart des régions. Les revers suivis par les pays asiatiques lors de la crise financière récente ont mis en évidence les liens existant entre le système financier et l'élimination de la pauvreté. La conférence des Nations Unies sur le financement aux fins du développement, qui aura lieu prochainement, donnera l'occasion d'examiner certains de ces liens et d'appeler l'attention sur l'objectif global qui est de vaincre la pauvreté.

10. À l'heure actuelle, l'élimination de la pauvreté bénéficie d'une attention accrue, comme en témoignent tous les documents adoptés lors des grandes conférences des Nations Unies tenues dans les années 90, en particulier la Déclaration de Copenhague adoptée lors du Sommet mondial pour le développement social en 1995, de même que les engagements pris par les donateurs, notamment dans le rapport adopté par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE intitulé « Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle » et les multiples résolutions et déclarations adoptées par les organes intergouvernementaux de l'ONU, dont le Conseil économique et social lui-même (voir résolution 1999/5 du Conseil). À l'issue de ces initiatives prises par l'ONU, environ 80

pays en développement et en transition ont établi des programmes de réduction de la pauvreté, comme suite à la demande formulée dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social<sup>1</sup>.

11. La réduction de la pauvreté a aussi été un objectif essentiel de la Banque mondiale et retient de plus en plus l'attention du FMI. En septembre 1999, le FMI et la Banque mondiale sont convenus de mettre conjointement l'accent sur la réduction de la pauvreté dans leurs dialogues avec les pays à faible revenu. Cette nouvelle approche commune prévoit l'établissement de documents stratégiques de lutte contre la pauvreté qui serviront de base pour l'octroi de tous les prêts de l'Association internationale de développement (IDA) et du FMI aux pays à faible revenu. Les documents stratégiques doivent émaner des pays qui doivent exercer un contrôle étroit sur ce processus en veillant à ce qu'ils soient établis dans la transparence et avec la pleine participation des institutions élues, de la société civile et des principaux donateurs, notamment des banques de développement régionales et avec le concours de la Banque mondiale et du FMI. Les objectifs fixés dans les documents stratégiques s'inscrivent dans le cadre plus vaste des buts et objectifs convenus à l'échelon international. Ces documents stratégiques, approuvés par les Conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI, doivent servir de base aux décisions touchant l'octroi de prêts concessionnels par ces institutions. La longue expérience des organismes des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre la pauvreté sur le terrain et au niveau intergouvernemental pourrait être utile aux gouvernements de même qu'à la Banque mondiale et au FMI lors de l'élaboration des documents stratégiques.

12. Outre l'élimination de la pauvreté dans le cadre d'un contrôle national plus étroit, la nouvelle approche continue de mettre l'accent sur la mise en oeuvre de politiques macroéconomiques et structurelles bien conçues. Les politiques macroéconomiques devraient désormais être élaborées en même temps que les programmes sociaux et sectoriels visant à réduire la pauvreté; cette approche souligne également qu'une gestion saine, en particulier au sein même du gouvernement, doit faire partie intégrante de toute stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Cette nouvelle approche est appliquée avant tout aux pays pauvres fortement endettés en tant que préalable d'un renforcement des mesures d'allègement de la dette.

13. Pour lutter contre une certaine démobilitation et la réduction des ressources budgétaires destinées à l'aide publique au développement (APD), les donateurs souhaitent s'assurer que l'aide est planifiée convenablement, qu'elle est utilisée à bon escient et qu'elle permet d'atteindre l'objectif visé qui consiste à réduire la pauvreté. Toutefois, malgré d'importantes mesures de réforme économique prises par de nombreux pays en développement et le changement d'orientation des institutions multilatérales, les niveaux d'aide publique au développement – bilatérale et multilatérale – demeurent insuffisants. Les documents stratégiques de lutte contre la pauvreté, l'Initiative renforcée en faveur des pays très endettés de même que l'examen quinquennal de la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social offrent aux pays pauvres eux-mêmes, aux pays industriels, et aux institutions multilatérales de développement la possibilité d'œuvrer de concert pour mobiliser les ressources requises et assurer leur utilisation plus rationnelle et plus efficace pour atteindre les objectifs fixés en matière de réduction de la pauvreté.

### Questions

14. Les participants à la réunion souhaiteront peut-être examiner les questions ci-après :

a) Les crises financières de 1997 et 1998 ont mis en évidence la nécessité de disposer de systèmes de protection sociale mieux adaptés – ce qu'il est convenu d'appeler les « filets de sécurité sociale », pour atténuer la pauvreté associée aux fluctuations économiques et de mettre en place ces filets de sécurité avant l'apparition des problèmes. Toutefois, les filets de sécurité ne sont qu'un pis-aller. Comment les réformes en cours du système financier international tiennent-elles compte de la nécessité de réduire la vulnérabilité des pauvres aux chocs financiers?

b) Une grande importance est accordée à l'amélioration de la coordination des programmes d'APD. Comment le Cadre général de développement, les documents stratégiques de lutte contre la pauvreté et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement aux fins des activités opérationnelles peuvent-ils servir à accroître le niveau général et l'impact des ressources consacrées à la réduction de la pauvreté? Peut-on mettre au point une approche concertée pour les documents stratégiques nationaux de lutte contre la pauvreté établis par les gouvernements en application de la Déclaration de Copenhague et ceux

actuellement élaborés en collaboration avec la Banque mondiale et le FMI?

c) En septembre 1999, la communauté internationale a décidé d'accélérer l'initiative en faveur des pays très endettés grâce à un renforcement des mesures d'allègement de la dette qui constituait une initiative importante pour dégager des ressources aux fins de la lutte contre la pauvreté. Depuis lors, plusieurs pays donateurs ont annoncé qu'ils s'engageaient à fournir des ressources pour réduire la dette multilatérale et bilatérale et des progrès ont été réalisés pour obtenir un financement des programmes par le FMI. Quelle est la situation actuelle en ce qui concerne l'initiative renforcée en faveur des pays très endettés, y compris son financement général? Comment pourrait-on combler les déficits financiers éventuels?

### Notes

- 1 Plusieurs pays développés ont déjà établi des programmes et d'autres ont manifesté leur intention de le faire.